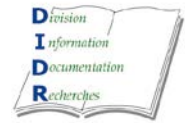


16 février 2018



## **Chefs de guerre, milices claniques, mouvements islamistes, groupes mafieux et hommes d'affaires : évolution des principaux acteurs du conflit somalien (1991-2017)**

### **Avertissement**

*Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.*

*Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf) ], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.*

*Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.*

*La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.*

## Table des matières

1. Les Chefs de guerre (1990-1996) .....	3
1.1. La chute du régime de Mahamed Siyaad Barre, le début de la guerre des Hawiye et les interventions onusiennes.....	3
1.2. Les mouvements islamistes <i>Al-Ittihad al-Islami (AIAI)</i> et <i>Harakat al-Islah</i> .....	5
2. La généralisation de la délinquance (1995-2000) .....	8
2.1. L'établissement d'un nouveau système fondé sur la diaspora .....	8
2.2. Les progrès islamistes et les premiers tribunaux islamiques (1996-2000) .....	11
3. Les Tribunaux islamiques et al Shabab (2000-2017) .....	12
3.1. La période des tribunaux islamiques (2006).....	12
3.2. Le retour de la communauté internationale et la création d'al Shabab (après 2006) .....	13
Bibliographie.....	15

### Résumé :

Si la Somalie est en guerre civile depuis 1990, il est possible de déterminer plusieurs périodes caractérisées par la montée en puissance progressive d'acteurs variés. De la période des chefs de guerre à celle de l'accaparement du pouvoir par les hommes d'affaire et du renforcement de l'islamisme (al-Ittihad, Tribunaux islamiques, al Shabab), la présente note décrit l'apparition et la construction des divers acteurs qui alimentent le conflit en Somalie.

### Abstract:

Since 1990, Somalia has been in a civil war however, it is possible to determine several periods characterized by the gradual rise of various actors. Since the period of warlords and then the captation of the reality of power by businessmen and the strengthening of Islamism (al-Ittihad, Islamic Courts, al Shabab), this document describes the genesis and the construction of the various actors that play a role in the conflict in Somalia.

La perception du monde et de la solidarité par les Somali se fait à partir de l'individu (*Nin*) et s'élargit en cercles concentriques à partir de là. Ainsi la proximité d'un autre individu, frère, cousin, oncle, tribu voisine, etc., ne se conçoit qu'au travers du lignage, à savoir son lien de parenté. Ce lignage ne donne aucun droit particulier si ce n'est celui de se considérer comme *somali*. Il permet cependant à tout individu de se positionner dans la société *somali*. Ainsi le lignage, complexe, possède différents échelons depuis l'individu : le foyer (*dab*), la famille utérine (*haas*), la famille nucléaire restreinte (*qoys*), le groupe nomade en marche (*geedin/qabiilo*), la famille élargie (*reer*), l'unité solidaire du *mag*, le prix du sang (*jilib*), etc. A noter que la solidarité intrinsèque de tout *Somali* pour un autre s'arrête au *jilib*. Pour le reste, il s'agit simplement de sa carte d'identité ethnique, laquelle lui permet de savoir à quel point il possède une proximité avec un autre lignage ou individu, ce qui par exemple peut l'informer sur les individus avec qui il peut se marier (il existe en effet un cercle au-delà duquel on ne peut pas se marier (*gayaan*)<sup>1</sup>.

Il existe ainsi 5 grands faisceaux lignagers<sup>2</sup> :

- Les Hawiye (centre du pays)
- Les Ishaq (Somaliland)
- Les Darod (groupe le plus étendu)
- Les Rahanweyn et les Digil (région de l'interfluve)
- Les Dir (Djibouti –Somaliland).

Cette mécanique préside à tous les conflits et régit toutes les formes d'amitiés ou d'inimitié, tous les processus de paix ou de guerre<sup>3</sup>.

## 1. Les Chefs de guerre (1990-1996)

### 1.1. La chute du régime de Mahamed Siyaad Barre, le début de la guerre des Hawiye et les interventions onusiennes

Après l'indépendance du Somaliland britannique et de la Somalia italienne en 1960, une première République est mise en place qui trouvera son terme neuf ans plus tard avec l'assassinat du président Abdirashiid Ali Sharma'arke. Le pays qui court à la guerre civile trouve alors en Mahamed Siyaad Barre, un Darod Mareehaan, un nouveau dirigeant<sup>4</sup>. La Deuxième république est fondée en 1969. Le nouveau gouvernement engage le pays sur une voie socialiste « progressiste ». Associées à la désastreuse guerre de l'Ogaden (la Somalie revendique alors la région *somali* de l'Éthiopie) entre 1977 et 1978, la crise pétrolière et la sécheresse vont fragiliser le gouvernement. Ces éléments alimentent le mécontentement dans le pays. Les contestations se multipliant, Siyaad Barre politiquement diminué se replie sur son clan, mais ne parvient pas à gérer la situation. Cette contestation s'organise, dans les années 1980, autour de trois mouvements - le *Somali Salvation Democratic Front (SSDF)*, fondé sur les lignages Darod Majeerteen, le *Somali National Movement (SNM)*, fondé sur les lignages Ishaq, et le *United Somali Congress (USC)* fondé sur le faisceau lignager Hawiye. Ces mouvements qui provoquent le 27 janvier 1991, la chute du régime ne désarment pas pour autant<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> LEWIS, Ioan, Myrddin, *A Pastoral democracy : a Study of pastoralism and politics among the northern Somali of the Horn of Africa*, Londres, 1961

<sup>2</sup> BADER, Christian, *Le sang et le lait : brève histoire des clans somalis*, Paris, 1999

<sup>3</sup> FONTRIER, Marc, *L'État démantelé – 1991-1995*, Paris, 2012

<sup>4</sup> AHMAD, Ismail, Samatar, *Socialist Somalia : Rhetoric and Reality*, Londres, 1988

<sup>5</sup> HOEHNE, Markus, Virgil, « L'État « de facto » du Somaliland », *Politique Africaine*, vol 120, n°4, 2010, pp. 175-199

Chacun possède un agenda politique, voire un territoire qu'il souhaite administrer. Si dans le Nord<sup>6</sup> et le Nord-est<sup>7</sup> les factions, SSDF et SNM principalement, se dirigent vers la constitution d'une administration homogène, dans le Sud, l'USC se divise. Après la chute du gouvernement, objectif des fronts rebelles, l'ancienne alliance se dissout. Le contexte se réorganise même et les protagonistes se retournent alors les uns contre les autres. Ainsi au sein de l'USC, Ali Mahdi, un Hawiye Abgal, est préféré pour devenir le président du nouveau gouvernement, au détriment du chef des forces armées de ce même mouvement, le général Mahamed Farah 'Aydiid, un Hawiye Habar Gidir, réel vainqueur sur le terrain contre l'ancien régime<sup>8</sup>. Le nouveau gouvernement reprend certains membres du précédent régime, donnant cependant un avantage numéraire aux Hawiye dans la nouvelle organisation. Dès son origine le gouvernement de Ali Mahdi est contesté par la population. Une lutte armée s'installe alors entre le général 'Aydiid et le chef de l'Etat Ali Mahdi<sup>9</sup>. Un troisième acteur (quatrième si l'on compte les islamistes encore peu nombreux), Mahamed Morgan, gendre de l'ancien président, continue la guerre dans le futur Jubaland, pour le compte des Darod<sup>10</sup>.

En 1991, alors que le proclame unilatéralement l'indépendance du Somaliland non reconnue par la communauté internationale, et que de son côté le SSDF envisage une autonomie de sa région, le futur Puntland, les Hawiye quant à eux s'enlisent dans une guerre de clans, contre les partisans de l'ancien dirigeant, les Darod, mais également entre eux, entre Habar Gidir et Abgal. Un exode de populations darod notamment a alors lieu, vers la périphérie immédiate de la Somalie, Djibouti, le Kenya et l'Éthiopie ; vers la périphérie proche, les pays du Golfe et le Soudan ; mais également vers l'outre-mer plus lointain, en Europe et en Amérique<sup>11</sup>.

Devant l'échec de toute tentative de médiation inter Hawiye, les Nations Unies forment le projet d'une mission internationale visant à stabiliser la région et à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire. Tout d'abord, en 1991, pilotée par les Américains, est montée ONUSOM I, mission sous-dimensionnée qui sera soutenue par décision des États-Unis, par la *United Task Force* : c'est l'opération *Restore Hope (UniTaF)* en 1992 et 1993 dont l'objectif est de rouvrir les couloirs humanitaires à l'intérieur du pays. À son terme, il est décidé de redimensionner ONUSOM qui devient ONUSOM II en mai 1993<sup>12</sup>. La brutalité américaine et le manque de discernement de la société internationale cependant condamnent à l'échec toute tentative de médiation.

La communauté internationale continue d'adouber Ali Mahdi qui ne contrôle que peu de territoire si ce n'est quelques quartiers à la capitale. Elle accumule par ailleurs les vexations vis-à-vis d'Aydiid. Ainsi, ONUSOM II ne fait pas mieux que la mission précédente et n'aboutit pas à un processus de paix. Pire, les 3 et 4 octobre 1993, les Américains s'enferment dans une opération hasardeuse : ils perdent deux hélicoptères et plusieurs dizaines d'hommes<sup>13</sup>. Ce traumatisme combiné à l'entêtement de la communauté internationale à diaboliser Aydid et à soutenir Mahdi, incapable de s'imposer conduit les protagonistes à un constat, celui d'une opération coûteuse avec laquelle on doit en finir<sup>14</sup>.

---

<sup>6</sup> BRADBURY, Mark, *Becoming Somaliland*, Londres, 2008

<sup>7</sup> HOEHNE, Markus, *op.cit.*

<sup>8</sup> Le Monde, « Somalie : la chute de M. Syaad Barré. Ali Mahdi Mohamed a été nommé président », 30 janvier 1991

<sup>9</sup> FONTRIER, Marc, 2012, *op.cit.*

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> BESTMAN, Catherine, et CASANELLI, Lee, *The struggle for Land in Southern Somalia : The War Behind the War*, Londres, 1996

<sup>12</sup> MUSTAFA, Ismail, « Lessons from the Experiment with Somali Nation State », *Paix et Reconstruction en Somalie*, Paris, 15-17 avril 1993

<sup>13</sup> BOWDEN, Mark, *Black Hawk Down*, New York, 1999

<sup>14</sup> United Nations, *The United Nations and Somalia – 1992-1996. The United Nations Blue Books*, VIII, Londres, 1996

Les Nations Unies ordonnent donc le retrait progressif de l'ONUSOM dont le dernier homme quittera le sol somalien en avril 1995<sup>15</sup>.

## 1.2. Les mouvements islamistes *Al-Ittihad al-Islami (AIAI)* et *Harakat al-Islah*

Sur fond de guerre des clans, c'est également au début des années 1990 que l'islamisme devient virulent en Somalie. En effet, un conflit long et l'effondrement progressif des autorités traditionnelles vont contribuer à laisser le champ libre à des pensées autrefois bien minoritaires. Traditionnellement, les Somali suivent, depuis le IXe siècle, le rite sunnite chaféite, école qui se distingue notamment par un culte des saints, souvent assimilés à des ancêtres éponymes et qui ont donné leur nom au lignage. Les confréries de la *Qadariyya*, de l'*Ahmadiyya* et de la *Salihyya* sont également très présentes<sup>16</sup>.

Malgré un épisode anticolonial avec la lutte du Sheekh Mahamed Cabdulle Xasan (1856-1920) appelé par les Anglais « le *mad mullah* », la conscience politique islamiste apparaît dans les années 1960 avec la création des mouvements *Wahdat ash-shabab al islami* et *Jama 'at al-'ahl al islami* (appelé *al-'Ahli*)<sup>17</sup>. Les deux ensembles s'inspirent des Frères musulmans notamment et se questionnent sur la manière d'appliquer la loi islamique à une Somalie moderne. Dans les années 1970, sous Siyaad Barre, *al-Wahda* et *al-Ahli* avaient décliné et avaient été démantelés après une série de réactions violentes face à une réforme familiale jugée inacceptable par eux (1975)<sup>18</sup>. Ces événements ne vont pas empêcher le salafisme de se développer. L'un des mouvements les plus prospères des années 1970, *al jamâ 'a al-'isâmiyya* est très bien implanté à 'Eel Hindi, dans la banlieue de Mogadiscio. Ainsi, dans les mosquées de Bakaaraha et de Lafweyne, des imams comme Sheekh Cabdullahi Caali Hashii et Sheekh Abdilqaadir Gacamey distillent une idéologie radicale, concentrant leurs efforts sur la purification de la foi, sans projet politique particulier. Quelques années plus tard, ils deviendront des chefs importants du mouvement AIAI<sup>19</sup>.

A partir de 1970, avec la répression de Siyaad, de nombreux chefs de mouvements radicaux s'exilent - vers les pays du Golfe notamment - dans l'espoir de profiter du boom pétrolier<sup>20</sup>. Certains sont alors très influencés par la doctrine des frères musulmans, d'autres par celle des salafistes saoudiens et d'autres encore par le courant militant associé au jihad antisoviétique qui a alors lieu en Afghanistan ; en tous les cas, l'islamisme politique, sous une forme passive ou agressive, prend de l'ampleur<sup>21</sup>. Par ailleurs, ces prédicateurs exilés gardent des liens avec leur pays. Ainsi, même en Somalie, les courants évoluent, certains se radicalisent. C'est ainsi que l'on voit apparaître des groupes d'étudiants affiliés à l'Université nationale de Somalie, prônant la ségrégation des sexes et le port du hijâb<sup>22</sup>.

Dans le même temps, le gouvernement doit faire face à des mouvements de révolte à base clanique, USC, SSDF et SNM, qui entament une lutte contre le régime dictatorial de Siyaad Barre. Plus tard, en 1991, avec la chute de ce dernier, les islamistes se trouvent libérés de toute contrainte. C'est ainsi que dans les années 1980 se forment des mouvements plus radicaux, minoritaires, mais néanmoins le terreau d'un extrémisme qui

---

<sup>15</sup> FONTRIER, Marc, 2012, *op.cit.*

<sup>16</sup> LEWIS, Ioan, Myrddyn, *Understanding Somalia : A Guide to Somali Culture, History and Social Institutions*, Londres, 2008

<sup>17</sup> MENKHAUS, Kenneth, "Political Islam in Somalia", *Middle East Policy*, vol IX, n°1, mars 2002

<sup>18</sup> FONTRIER, Marc, 2012, *op.cit.*

<sup>19</sup> DE WAAL, Alex, *Islamism and its Enemies in the Horn of Africa*, Indiana, 2004

<sup>20</sup> GROSSE-KETLER, Sabrina, *External Actors in Stateless Somalia – A war Economy and its Promoters*, Bonn, 2004

<sup>21</sup> KEPEL Gilles, "Le terrorisme islamiste est né en Afghanistan", *L'Histoire*, n°293, décembre 2004

<sup>22</sup> FONTRIER, Marc, 2012, *op.cit.*

s'exprimera au début des années 1990. Notamment, *Al-Ittihad al-Islami* (AIAI) et *Harakat al-Islah* (issue de la pensée des Frères musulmans) sont alors les principales entités salafistes<sup>23</sup>.

Aussi, au début des années 1980, la direction d'*al-Jama 'a al-'islamiyya* se rapproche d'*al-Wahda ash-shabâb al-islamiyya*, établi dans le Nord du pays et bien connu des enseignants du secondaire à Hargeisa et à Bur 'o. Déjà le système éducatif est contaminé en certaines régions par des discours radicaux. Entre 1982 et 1984, une collaboration plus étroite s'installe entre les deux ensembles qui se regroupent alors à Bur'o sous le nom d'*al-Ittihad al-islam*. Le mouvement gagne en crédibilité et sa visibilité augmente lorsqu'il arrive enfin à contaminer les écoles de la capitale et l'Université nationale de Somalie. Le gouvernement est trop occupé à ne pas s'effondrer pour se soucier de ce problème<sup>24</sup>.

Dans les années 1990, lorsque le régime s'effondre finalement, les tenants d'une pensée religieuse radicale s'inspirent des Frères musulmans et du wahhabisme saoudien, deux courants issus de l'école sunnite hanbalite, exogène à la Somalie. Au même moment, le pays suscite - après l'effondrement du système - un fort attrait auprès de figures terroristes telles qu'Oussama Ben Laden. Vivant alors au Soudan, celui-ci voit bien la Somalie comme base de repli pour al Qa'ida. En effet, le jihadisme militant se recycle après l'Afghanistan et s'exporte alors dans de nombreux pays comme le Soudan et la Somalie prônant une lutte armée<sup>25</sup>.

Un fait majeur se produit notamment le 19 avril 1991 à Araare puisque c'est là qu'a lieu le premier engagement armé d'AIAI. Même s'ils sont écrasés par le général 'Aydiid, un tournant s'opère alors et la majeure partie des membres comprend qu'il lui faut absolument mettre au premier plan la lutte armée. Peu de temps après la défaite d'Araare, AIAI connaît une scission. Tandis que certains prônent le jihad armé, d'autres ont l'impression que les intérêts Darod passent bien avant les considérations religieuses et devant aussi leurs frères Hawiye. C'est ainsi que le mouvement *Ansar as-sunna* se forme, majoritairement autour de segments Hawiye<sup>26</sup>.

En soit, le nouveau mouvement aura une existence brève. Cependant, dirigée par *sheekh* Xasan Alasow, ancien membre de *l'Islah* puis d'AIAI, se forme également autour de chefs religieux « d'inspiration *wahhabî* ». Rapidement, *Ansar as-sunna* va se concevoir comme une critique de AIAI, accaparée par les *Darood*. C'est de ce groupe que va émerger le premier tribunal islamique de la région. Les anciens d'*Ansar as-sunna* vont se définir comme *lâ jama 'a*, à comprendre comme « ceux qui refusent d'établir une communauté ». Avec AIAI les tensions seront toujours grandes. C'est aussi à cette période que les rescapés d'AIAI des combats d'Araare rejoignent Boosaaso avec l'aval du SSDF et des autorités traditionnelles. C'est ainsi que *l'Islah* et AIAI s'implantent dans le nord-est du pays. Les salafistes montent un camp d'entraînement près de Qoow qu'ils nomment Nasruddiin (victoire de la religion) sur le modèle de ceux des Afghans. Au milieu de l'année 1991, on estime que les combattants sont déjà près d'un millier<sup>27</sup>.

Ce processus couplé à l'action humanitaire des associations religieuses en provenance des pays du Golfe (surtout des Émirats arabes unis, Sharjah et Dubaï), la *Muslim World League* et *l'International Islamic Relief Organization*, contribue à diffuser une vision

---

<sup>23</sup> MEDHANE, Tadesse, *Al-Ittihad – Political islam and Black economy in Somalia*, Addis Abeba, 2002

<sup>24</sup> COMPAGNON, Daniel, *Ressources politiques, régulation autoritaire et domination personnelle en Somalie – le régime de Siyad Barre (1969-1991)*, thèse de doctorat – université de Pau, 1995

<sup>25</sup> MARCHAL Roland et OSMAN Oussama, « Les ambitions internationales du Soudan islamiste », in LAVERGNE Marc et MARCHAL Roland, *Le Soudan, l'échec de l'expérience islamiste ?*, Paris, Karthala, 1997

<sup>26</sup> FONTRIER, Marc, 2012, *op.cit.*

<sup>27</sup> *Ibid.*

radicale de l'islam<sup>28</sup>. C'est également le moment où le Soudan abrite Oussama Ben Laden, protégé par le *National Islamic Front (NIF)* de Hassan at-Turâbî. Oussama Ben Laden met alors en place des actions terroristes depuis Khartoum et soutient le jihadisme à l'international, y compris en Somalie. Un système officiel et non officiel soutient dès lors très clairement l'islamisme armé dans le pays<sup>29</sup>.

Le processus est si travaillé que les salafistes s'organisent en un bureau, le *Maktâb* (bureau) désormais responsable de gérer l'entraînement des membres et l'idéologie. Ce *Maktâb* va profiter des largesses de l'Arabie Saoudite, qui lui verse 1,4 million de dollars. Le bureau s'est notamment mis d'accord pour faire de la province de Bari la base de déploiement des milices une fois réunies, choix qui s'explique par la densité de l'implantation islamiste et par un environnement montagneux favorable. L'autre avantage est que la sécurité de Boosaaso a été déléguée aux autorités religieuses. Le port est donc sous contrôle<sup>30</sup>.

A la fin de l'année 1991 cependant ont eu lieu les premières tentatives de mise en place d'une administration dans le Nord-est. À la différence du Somaliland, qui entend recouvrer une indépendance, Or AIAI qui apparaît comme un Etat dans l'Etat *SSDF* en formation ne manque pas de devenir un facteur de tensions. L'agacement est à son comble lorsque des miliciens de AIAI ouvrent le feu sur des travailleurs humanitaires à Boosaaso le 5 janvier 1992 avant, moins d'un mois plus tard, d'attaquer un poste de police où leurs membres étaient emprisonnés. Le *SSDF* reprend alors le contrôle du port et déclare qu'il gèrera désormais les actifs qui s'y trouvent. AIAI est exclue et combattue au 26 juin 1992, plus de 600 miliciens islamistes sont tués. L'organisation islamiste est autorisée à poursuivre son activité, mais sous une forme non armée et selon la règle de l'*Islaax (Harakat al-Islah)*. Ceux qui n'ont pas renoncé au *jihad* armé sont contraints de partir vers le Sud, en Éthiopie et dans la région de Mogadiscio<sup>31</sup>.

Le problème de l'islamisme ayant été momentanément réglé, le *SSDF* est désormais confronté à des problèmes de banditisme, sur le continent, mais également sur mer. C'est en effet à cette période que se met en place une piraterie somali, au départ une poignée d'individus. Pour autant les trois provinces qui vont former la région autonome du Puntland sont sur la voie de la reconstruction sous l'égide du *SSDF*<sup>32</sup>.

Les islamistes radicaux s'établissent tout d'abord à proximité, dans la région du Saalid. Poursuivis sans succès par les forces du *SSDF*, ils s'installent à Laas Qoray grâce à des renforts venus notamment de Laas 'Aanod, une autre place forte de l'islamisme. Finalement, la situation demeurant très tendue avec les populations locales, les Warsangeli, les miliciens quittent les lieux. Une partie part vers le Sud dans l'Ogaden éthiopien où ils contribueront à la résistance contre le pouvoir d'Addis Abeba<sup>33</sup>.

En Éthiopie, les combattants islamistes forment ainsi dès le début des années 1990 un mouvement avatar d'*al-Ittihad, al-Ittihad al-islami ee Soomaaliya Galbeed, l'Islamic Union of Western Somali (IUWS)*. Le courant recrute parmi les *Somali Darod Ogaden* et entre rapidement en confrontation avec le gouvernement éthiopien. Entre 1995 et 1996, les tensions sont telles que l'Éthiopie décide d'en finir avec *al-Ittihad*. En effet, une série d'attentats en Éthiopie, sans doute en lien avec *al-Qa'ida*, décide le gouvernement de Meles Zenawi à organiser une campagne militaire pour enrayer les activités d'*al-Ittihad*.

---

<sup>28</sup> *Le Temps*, « Les Organisations de secours islamique entre la charité et l'action militante », 15/10/2001

<sup>29</sup> MARCHAL Roland et OSMAN Oussama, *op.cit.*

<sup>30</sup> FONTRIER, Marc, 2012, *op.cit.*

<sup>31</sup> *Ibid.*

<sup>32</sup> GUIZIOU, François, et FONTRIER, Florian, « Piraterie somalienne et littoral somalien : rapport ambigu, paradoxe et développements », *La revue d'histoire maritime*, n°17, 2013 ; GASCON, Alain, « La piraterie dans le golfe d'Aden : les puissances désarmées ? », *Hérodote*, n°134, 2009

<sup>33</sup> FONTRIER, Marc, 2012, *op.cit.*

Ainsi, en 1996 et 1997, une série de raids militaires éthiopiens mettent à mal l'organisation qui disparaît sous la forme qu'elle adoptait depuis 1980 pour devenir un concept duquel on se revendique<sup>34</sup>.

Vers le Sud, les islamistes de Bosasso sont partis pour la région de Kismayo tandis que d'autres encore s'installent dans le Geedo où ils font de la petite ville de Luuq, le principal bastion de l'islamisme. Ils vont alors cohabiter avec les factions darod en lutte contre l'USC tant de Mahdi que de Aydid. Ayant pour des raisons logistiques besoin d'un exutoire maritime, ils se réimplantent aussi dans la capitale ainsi qu'à Merka<sup>35</sup>.

Établis en août 1992 dans le Geedo, les islamistes y font aussi une seconde tentative d'établissement d'un émirat. Ils ouvrent des camps d'entraînement et entretiennent des liens avec Ben Laden, notamment au travers de la *Mercy International Relief Agency (MIRA)*, ONG islamique basée à Dublin et en relation avec les réseaux d'al-Qa'ida : le réseau d'AIAI est alors international. L'organisation possède des soutiens dans la diaspora en Europe, en Amérique et dans les pays du Golfe. Elle structure également des groupuscules au Kenya, au sein de la communauté somali<sup>36</sup>.

## 2. La généralisation de la délinquance (1995-2000)

### 2.1. L'établissement d'un nouveau système fondé sur la diaspora

À partir de 1995 et du retrait de l'ONUSOM, la communauté internationale se désintéresse de la Somalie et le pays est retourné à une forme de chaos. Cependant, ce tournant en constitue également un pour les chefs de guerre somali<sup>37</sup>. En effet, à partir de 1995, à Mogadiscio, Kismayo et Baydhabo, commerçants et entrepreneurs peu scrupuleux se sont, depuis presque cinq ans, enrichis grâce à l'aide humanitaire et dans des trafics divers, des armes à la drogue en passant par le qat. Après le départ de l'ONUSOM, ces fortunes se reconvertissent dans l'import-export, l'hôtellerie, le transfert d'argent, les télécoms et les compagnies aériennes<sup>38</sup>.

Tout un trafic s'est ordonné fondé sur la diaspora, un système bancaire particulier et la nébuleuse islamiste. Peu à peu, ces derniers vont apparaître plus homogènes dans les lois qu'ils souhaitent imposer que les instables *warlords* dont les tergiversations clanico-politiques mettent finalement tout le monde dans l'embarras. C'est ainsi que les hommes d'affaires vont progressivement, au cours de la période 1995-2000, se tourner vers les miliciens islamistes pour protéger leurs intérêts ainsi que le transport de leurs marchandises. Notamment, on parle plutôt, outre les armes et le qat, du commerce des fruits (bananes et agrumes notamment) et du charbon à partir de 1997<sup>39</sup>.

Depuis 1839, des mouvements de population, si infimes soient-ils, ont lieu vers l'Europe, notamment vers l'Angleterre, et, à partir de la fin du siècle vers l'Italie. D'autre part, des étudiants notamment, vont se former depuis bien longtemps dans les Universités des pays du Golfe mais également au Soudan ainsi qu'au Pakistan<sup>40</sup>.

---

<sup>34</sup> FONTRIER, Marc, *L'illusion du chaos, 1995-2000*, Paris, 2015

<sup>35</sup> MEDHANE, Tadesse, *op.cit.*

<sup>36</sup> PEROUSE DE MONTCLOS, Marc-Antoine, *Diaspora et Terrorisme*, Paris, 2003

<sup>37</sup> BBC, « Somalia country profile », 04/01/2018, ; The Guardian, « Return of warlords as Somali capital is captured », 28/12/2006, ; The Guardian, « Islamic militia ends Somali warlord's rule », 05/06/2006,

<sup>38</sup> PEROUSE DE MONTCLOS, Marc-Antoine, « Réseaux financiers, diaspora et hawilad : le rôle clé de la péninsule arabique entre l'Occident et la Somalie », *Autrepart*, n°16, 2000

<sup>39</sup> *Ibid.*

<sup>40</sup> PEROUSE DE MONTCLOS, Marc-Antoine, 2003, *op.cit.*



Avant 1990, les candidats à l'immigration sont essentiellement des Ishaaq, en raison des liens gardés entre l'ancien Somaliland et son colonisateur. Après 1990, les Darod – les Mareehan et les Dhulbahaante surtout – prennent l'ascendant. Les victimes immédiates des conflits, quel que soit leur clan, vont logiquement s'expatrier dans les autres pays où une communauté somalie traditionnelle est en place, à savoir l'Éthiopie, Djibouti et le Kenya. Cependant, il existe également une migration économique. Des hommes d'affaires s'enrichissent où investissent dans la Péninsule arabique, à Dubaï et à Djedda notamment où vont converger, à partir des années 1990, une grande partie des flux financiers liés au territoire somalien et à sa population. Les pays occidentaux, quant à eux, d'où sont venus les premiers fonds importants, demeurent la résidence d'une élite intellectuelle, notamment à l'Amérique du Nord, le Royaume-Uni, l'Australie, les Pays-Bas et la Scandinavie. L'Occident reste une terre d'accueil importante. Entre 1991 et 1996 la population somalienne en Finlande, double, passant à 4000 et devenant ainsi le premier groupe national du pays<sup>41</sup>.

C'est sur la diaspora que va s'appuyer le système bancaire qui régit le fonctionnement de la Somalie, jusqu'à nos jours, les *xawaalad*, le manuel transfert d'argent. En effet, entre 1995 et 2000, il n'y a toujours pas de régime cohérent qui parvient à s'imposer en Somalie. Paradoxalement, cela n'empêche pas les réseaux télécom de se développer à travers tout le territoire. Depuis les premiers troubles dans les années 1970, les expatriés somaliens cherchent à faire parvenir des devises à leur clan pour pallier la crise<sup>42</sup>.

Selon Marc Fontrier : « Les commerçants qui détenaient des devises acquises à l'étranger sous-facturaient des transactions et, par ce biais, y conservaient une partie de leurs recettes d'exportation. Afin de compléter leurs disponibilités, ils se procuraient des devises sur les marchés parallèles ou recouraient à une collecte auprès de travailleurs émigrés auxquels ils rachetaient en shillings la part de leur salaire envoyé au pays. Se chargeant de leur acheminement, ils n'avaient plus besoin de passer sous les fourches caudines d'un système de contrôle des changes surévaluant systématiquement la monnaie nationale. Quant aux devises fortes collectées, elles étaient investies en nature dans les importations les plus variées. Ce système d'échanges commerciaux non officiels était justifié par l'écart croissant entre le taux de change officiel du shilling somalien et le taux du marché parallèle :

- En transportant l'argent soi-même ou en le faisant transporter par l'intermédiaire d'un tiers de confiance, un proche le plus souvent ;
- En acquérant des articles de bonne valeur dans le pays de résidence en vue de les revendre ou d'en faire soi-même usage dans son propre pays ;
- En procédant à une transaction de banque à banque ;
- En usant des services de compagnies de transfert d'argent dont les plus connues sont déjà Western Union et MoneyGram ;
- En recourant à un système informel<sup>43</sup>. »

Les quatre premières méthodes vont rapidement se révéler impossibles à mettre en œuvre pour des raisons de stabilité sécuritaire dans les aéroports, de racket et d'absence d'institutions bancaires stables. C'est donc le système informel qui va être privilégié, la *xawaalad*.

Ainsi autour de 1995, ces *xawaalad* connaissent un essor considérable, profitant du développement technologique et géographique des réseaux de télécommunication. Ce

---

<sup>41</sup> FONTRIER, Marc, 2015, *op.cit.*

<sup>42</sup> Hoganlovells.com, « Telecom : Somalia's success industry », 2012

<sup>43</sup> FONTRIER, Marc, 2015, *op.cit.*

ystème a par ailleurs l'avantage de ne pas être considéré comme une activité d'usurier, interdit par l'islam et demeure donc accessible aux organisations islamistes<sup>44</sup>.

Le fonctionnement est le suivant : « Un Somalien installé à l'étranger souhaite envoyer de l'argent à un parent habitant en Somalie ou dans un camp de réfugiés en Éthiopie, à Djibouti ou au Kenya. Il apporte l'argent, en livres sterling ou en dollars, au courtier de la *xawaalad* de son pays d'accueil. Celui-ci prend alors contact par fax ou par téléphone avec son correspondant somali établi quoi qu'il en soit au plus près du parent récipiendaire. Une fois que les identités ont été enregistrées et vérifiées, la somme équivalente – hors commission<sup>45</sup> – est aussitôt remise à ce dernier ». Le système est bien moins onéreux et plus rapide que des services comme la Western Union<sup>46</sup>.

Le procédé, déjà utilisé au début des années 1990, profite des livraisons quotidiennes de Qat par avion. Le convoyeur monte dans l'avion et descend en même temps que la marchandise. Les avions de transport, les compagnies aériennes sont donc potentiellement associés aux mouvements de capitaux des organisations mafieuses, mais également terroristes. Une autre méthode impliquant des opérateurs différents, est également en place. Dans ce second cas, un opérateur radio d'une station HF locale prend le rôle du courtier. L'argent ne voyage plus, sécurisant ainsi bien mieux la transaction. C'est surtout au travers de cette méthode que va réellement s'exprimer le potentiel des *xawaalad*<sup>47</sup>.

Après l'effondrement du régime, c'est par leur intermédiaire que va transiter l'argent de la guerre et celui de l'islam radical. Le système va prendre une ampleur telle qu'à partir de la moitié de la décennie, les opérateurs radio sont employés dans des compagnies de plus grande taille afin de jouir des services qu'offrent les réseaux télécom. Entre 1995 et 2000, ces réseaux connaissent un développement exponentiel. La plupart des villes de tailles grandes et moyennes sont connectées<sup>48</sup>.

Des regroupements s'opèrent alors et plusieurs sociétés spécialisées dans le transfert d'argent émergent :

- *Dahabshiil*, la plus ancienne, se fonde d'abord autour du clan *Isxaaq Habar Je'lo* et de ses fonds dans les pays du Golfe. Elle émerge réellement au tout début des années 1990 ;
- *Al Barakat* qui s'établit à Mogadiscio en 1996 sera inquiétée au lendemain du 11 septembre pour ses liens financiers avec *Al Qa'ida* ;
- *Amal Express* est fondée en 1997 par regroupement de « micro *xaawalad* »

C'est ainsi que la diaspora contribue, par le biais d'un système financier informel au financement des entreprises des hommes d'affaires sur le sol somali<sup>49</sup>, lesquels financent à leur tour les milices islamistes à partir de 1995, au détriment des *warlords* dont le temps est désormais passé<sup>50</sup>.

---

<sup>44</sup> NOTTEN, Mickael (van), *The law of the Somali : a stable foundation for economic development in the Horn of Africa*, Trenton, 2002, ; ALI, Moussa, Iye, *Le verdict de l'arbre (Gocaankii Geedka) : le Xeer Issa, étude d'une Démocratie Pastorale*, Dubaï, 1993

<sup>45</sup> Entre 2 et 5 %

<sup>46</sup> FONTRIER, Marc, 2015, *op.cit.*

<sup>47</sup> *Ibid.*

<sup>48</sup> *Ibid.*

<sup>49</sup> Somali car le phénomène touche les zones habitées par des Somali, Éthiopie, Kenya et Djibouti inclus

<sup>50</sup> PEROUSE DE MONTCLOS, Marc-Antoine, 2003, *op.cit.* ; PEROUSE DE MONTCLOS, Marc-Antoine, 2000, *op.cit.*

## 2.2. Les progrès islamistes et les premiers tribunaux islamiques (1996-2000)

Après les raids éthiopiens (1996-1997) et la disparition nominale du mouvement, diverses organisations émergent ou réémergent se revendiquant plus ou moins d'AIAI. La plupart des anciens membres de l'organisation sont retournés chez eux ou ont été absorbés par de nouvelles entités telles que *Waxdat al-Shabab* (au Somaliland depuis le début des années 1990). C'est ainsi qu'une organisation jusqu'alors inconnue, *Jaamacada al Ictisaam Bilkitaabi Wassunah*, proche de AIAI et de son idéologie dénonce dans une allocution du 10 août 1996, une agression de l'Éthiopie et des États-Unis et appelle à la guerre. Ces mouvements et leurs membres interfèrent, souvent les uns avec les autres. Ainsi, à la mi-1997, l'*Ogaden Islamic Union* qui continue de se revendiquer d'AIAI, souligne qu'il existe une distinction claire entre eux et la *Somali Islamic Union* qu'ils appellent également *al- Ictisaam*. Ces mouvements islamistes relèvent de l'idéologie d'AIAI et tous se lient maintenant avec des hommes d'affaires quand ils ne deviennent pas des magistrats ou des chefs religieux. Ils quittent finalement le devant de la scène pour mieux la réoccuper plus tard<sup>51</sup>.

Du point de vue politique, après le retrait des Nations Unies, la guerre continue. Aydid est résolument perçu comme la source de tous les maux de la Somalie, tandis que son rival, Mahdi, est incapable de s'imposer. Rapidement les luttes interfactionnelles qui se déroulent en Somalie du Sud s'équilibrent et la situation reste figée. La mort de Aydid en 1996 n'y change rien. Déjà, les hommes d'affaires ont repris la main et donnent consciemment ou non les moyens aux islamistes de s'imposer à terme<sup>52</sup>. De leur côté, le Somaliland et le Puntland poursuivent résolument leur construction, déjouant les coups d'État, les sabotages et naviguant entre les luttes lignagères<sup>53</sup>.

Jusqu'à 2000, la communauté internationale tentera diverses médiations en vue de gérer la situation dans le Sud, mais l'Éthiopie, l'Arabie Saoudite et le Kenya, bien que très présents dans les discussions, ne parviendront jamais à mener un projet sur lequel l'ensemble des lignages somali s'accorderont. C'est cette situation in fine qui permet aux tribunaux islamiques de s'installer tant le vide politique et la situation d'anarchie qui prévalent dans le Sud de la Somalie ne permettent pas à un gouvernement de s'établir. Le seul thème sur lequel la communauté *somali* tombe d'accord, c'est l'islam ce qui induit une montée en puissance des religieux bien que sous une forme différente de celle qu'avait connue le pays depuis les années 1980. Aussi, dès 1996, une association, le *Sharia Implementation Club* parle d'établir des tribunaux islamiques à Mogadiscio. Ces derniers apparaissent en 1998 dans la capitale. Les rues sont nettoyées, la justice est rendue et les hommes d'affaires se sentent plus en sécurité, protégés par la population et des milices certes violentes, mais dont toute la population s'accorde à reconnaître la probité et le fait qu'elles rendent plus de services qu'elles ne causent de problèmes<sup>54</sup>.

Ainsi, fin 1999, le pouvoir des tribunaux islamiques s'est considérablement accru et tend à devenir une entité polycéphale, mais fonctionnant en bonne harmonie dans un but relativement commun. Ils constituent alors la seule force construite susceptible de générer un État sous une forme ou une autre. Les tribunaux islamistes ne se cantonnent pas à la capitale, ils sont présents pratiquement partout, en petits nombres dans le Nord, au Somaliland, au Sud dans le Geedo et l'Ogaden éthiopien. Ils sont à Merka, Kismayo et la plupart des grands ports somaliens. Dans ce contexte les influences islamistes étrangères prospèrent : Hassan al-Turabi pour les Frères musulmans et l'Arabie saoudite

---

<sup>51</sup> International Crisis Group (ICG), *Somalia : Countering Terrorism in a failed State*, 23/05/2002,

<sup>52</sup> GROSSE-KETLER, Sabrina, *External Actors in Stateless Somalia – A war Economy and its Promoters*, Bonn, 2004

<sup>53</sup> BRADBURY, Mark, 2010, *op.cit.*

<sup>54</sup> FONTRIER, Marc, 2015, *op.cit.*

pour le wahhabisme continuent de distribuer de l'argent et de diffuser des idéologies fondamentalistes et radicales<sup>55</sup>.

En 2000 a néanmoins lieu la conférence d'Arta, portée par la République de Djibouti, qui aboutit à la création d'un gouvernement de transition avec à sa tête Abdel Kasim Salad Hassan. La volonté clairement affichée est de remettre en place un gouvernement car depuis 1997 et la mort de Mohamed Aydiid, le pays n'a pas été en mesure de faire émerger un autre chef d'État. L'année 2000 marque donc le retour d'un État en Somalie du Sud<sup>56</sup>. Celui-ci est contesté par l'ensemble de la communauté somali, mais a le mérite de réintégrer la notion d'État dans le discours. Abdel Kasim n'en est pas moins obligé de composer avec les islamistes qui depuis trois ans ont profité de l'absence totale d'État pour prendre le pouvoir un peu partout dans le pays. Mais il prend également dans son gouvernement un certain nombre d'anciens chefs de guerre de l'ancien USC Mahdi, associant de la sorte au gouvernement les islamistes et les représentants lignagers. Dès lors, le principal opposant reste le fils de Aydiid, Hussen Mohammed Farah que la presse fait connaître sous le nom de Hussen Aydiid<sup>57</sup>.

### 3. Les Tribunaux islamiques et al Shabab (2000-2017)

#### 3.1. La période des tribunaux islamiques (2006)

En 2001 une conférence tente de réconcilier les parties et de trouver un compromis entre les forces en présence. Cependant, les autorités du Puntland et Hussen Aydiid, vont saboter le processus. En 2002, une autre conférence entame ~~ette fois~~ un processus plus long, mais plus durable qui aboutit en 2004 à l'établissement d'une charte fédérale de transition. Abdilahi Yusuf, le président du Puntland est choisi pour diriger depuis Nairobi, où il s'est réfugié, ce nouveau gouvernement de transition. Prenant comme Premier ministre un Hawiyye Abgal, Ali Mahamed Geedi, la stratégie de gouvernement reste la même que sous Adbdel Kasim : composer avec les tribunaux islamiques désormais bien implantés<sup>58</sup>.

À l'international en revanche des choses ont changé. Le 11 septembre 2001 a fait basculer les États-Unis dans une « paranoïa » antiterroriste. Il devient donc impensable pour eux de laisser s'implanter en Somalie un pouvoir qui appartiendrait à des islamistes. Les Américains soutiennent donc désormais un parti – qu'ils ont probablement créé – l'*Alliance for the Restoration of Peace and Democracy (ARPD)*. Dès lors, deux tendances s'opposent : l'une pro-islamiste soutenue par les Tribunaux, l'autre soutenue par les États-Unis<sup>59</sup>.

Alors qu'une stabilité relative règne dans le Sud, toujours fragmenté, mais semblant trouver une forme d'équilibre, en juin 2006 Abdilahi Yusuf limoge quelques ministres dont un certain nombre appartient à l'*ARPD*. L'événement suscite la colère des États-Unis. Après une période de combats (juillet-août) dans la capitale, les islamistes parviennent à s'y imposer dans sa presque totalité<sup>60</sup>.

Émerge alors l'Union des Tribunaux islamiques (UTI), une alliance de 15 tribunaux dont la somme des forces a créé une entité capable de s'imposer aux autres. La diplomatie américaine convainc dès lors les Éthiopiens de déloger les islamistes. Ces derniers,

---

<sup>55</sup> PEROUSE DE MONTCLOS, Marc-Antoine, 2003, *op.cit.* ; International Crisis Group, *op.cit.*

<sup>56</sup> African Mission in Somalia (AMISOM), « Le processus de paix somalien »,

<sup>57</sup> FONTRIER, Marc, 2015, *op.cit.*

<sup>58</sup> The Guardian, « Somalis greet 'new dawn' as US dual national wins presidency », 08/02/2017,

<sup>59</sup> FONTRIER, Marc, 2015, *op.cit.*

<sup>60</sup> FONTRIER, Marc, manuscrit de l'ouvrage à paraître sur la période 2000-2010

presque tous issus d'AIAI, passée de l'organisation au symbole, vouent une haine indéfectible aux Etats-Unis et à l'Éthiopie<sup>61</sup>.

Le parti anti-islamiste désormais discrédité, la capitale tombe sous la coupe des islamistes. La période qui correspond au pouvoir des Tribunaux islamiques s'étend de juin à décembre 2006. Cette mainmise des Tribunaux met en difficulté les chefs de faction, les *warlords*. En perte de vitesse depuis déjà un certain temps, ces derniers se rallient aux États-Unis pour lutter contre le nouveau pouvoir de la capitale. Cela, combiné, en juillet 2006, à l'entrée des Éthiopiens en territoire somalien, provoque la chute rapide des Tribunaux. Peu à peu, les Éthiopiens avancent, s'emparent de Luuq, dévastent le Geedo et reprennent Mogadiscio. Dès lors le gouvernement de transition est en mesure de reprendre la main<sup>62</sup>.

Les islamistes encore une fois mis en échec feront une tentative désastreuse au Puntland d'où ils seront une fois de plus repoussés par les Darood Majerteen. La lutte continue cependant dans toute la Somalie du Sud, lutte qui sera assurée à partir de 2007 par un mouvement nouveau, celui des Shabab.

### 3.2. Le retour de la communauté internationale et la création d'al Shabab (après 2006)

Après la chute de l'Union des Tribunaux islamiques, la lutte continue. De jeunes miliciens cherchent à se cacher des Éthiopiens, mais ne renoncent pas pour autant à leur combat. Ces petits groupes de combattants vont s'agréger au sein d'un *Popular Resistance Movement*, appelé également *Harakat al-Shabab al Mujahidin*, plus connu sous le diminutif d'*al-Shabab*. La violence est déjà leur mode d'action, mais le mouvement est encore en construction<sup>63</sup>.

Parallèlement depuis 2005, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), groupement régional de huit pays, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Somalie, Soudan Soudan du Sud et Ouganda, a dans l'idée de redéployer une mission internationale. Avec la victoire sur les tribunaux islamiques, le projet s'accélère. Avec un minimum de moyens, l'IGASOM (IGAD in Somalia) est mise en place fin 2006, reprenant les anciens objectifs de l'ONUSOM I et II. De nouveaux combats éclatent à Mogadiscio et à Baidoa. Les troupes éthiopiennes qui, ayant alors fort à faire avec l'Ogaden National Liberation Front (ONLF), étaient sur le retrait rentrent de nouveau dans la capitale. Abdillahi Yussuf demande alors que l'IGASOM, petite structure, prenne de l'ampleur. Début 2007 est donc déployé, en remplacement de l'IGASOM, une mission plus importante de l'Union africaine, l'AMISOM (African Mission in Somalia). Tout comme l'ONUSOM, la mission se cantonnera à protéger les routes et à acheminer l'aide humanitaire<sup>64</sup>.

Pendant ce temps, durant la deuxième moitié de 2007, à Asmara, ennemi privilégié de l'Éthiopie et soutien du terrorisme somalien, est également fondée l'*Alliance for the re-liberation of Somalia*, une alliance constituée des principaux groupements islamistes : *Hizbul-Islam* - un groupe qui prend réellement son essor à ce moment, mais qui est déjà présent à Mogadiscio en 1998 - et *al Shabab*. Malgré la guerre, l'alliance gagne des sièges au Parlement et peut se présenter désormais comme un acteur officiel dans la vie politique du pays<sup>65</sup>.

---

<sup>61</sup> Irenees.net, « Les tribunaux islamiques en Somalie : une bonne politique de la gouvernance ? », avril 2008,

<sup>62</sup> GASCON, Alain, « L'intervention éthiopienne en Somalie : la croix contre le croissant », *Outre-Terre*, vol. 20, n°3, 2007, p.447-463,

<sup>63</sup> The Telegraph, « Al Shabaab profile : A history of Somalia's insurgent movement », 03/04/2015,; Council on Foreign Relation (CFR), "Al-Shabab", 13/03/2015 ; The Guardian, "How al-Shabaab was born", 04/10/2013,

<sup>64</sup> Réseau de Recherche sur les opérations de Paix (ROP), « Historique de l'opération AMISOM », 22/07/2013,

<sup>65</sup> Onwar.com, « Alliance for the re-liberation of Somalia »,

À la fin du mois de décembre 2008, Abdillahi Yussuf démissionne de ses fonctions pour raison de santé. Le 31 janvier 2009, Sheikh Sharif Ahmad est élu<sup>66</sup>. Bien qu'issu du sérail de l'Union des Tribunaux islamiques, il s'agit d'un modéré. Les plus radicaux des islamistes somaliens lui reprocheront d'ailleurs sa modération. Dès lors, *Hizbul Islam* et son chef Hassan Dahir Weis deviennent le fer-de-lance d'une lutte anti gouvernementale acharnée qui entraîne dans sa lutte al-Shabab. En 2009, Ben Laden appelle au renversement de Sheikh Ahmad<sup>67</sup>. Ce dernier conservera le pouvoir durant trois ans, mais sera battu aux élections de 2012 par Hassan Sheikh Mohamoud, professeur de technologie à l'université de Mogadiscio<sup>68</sup>, qui reste au pouvoir jusqu'en 2017. En février 2017, Mohamed Abdullahi Mohamed alias Farmajo, originaire du Geedo, est élu à la présidence<sup>69</sup>.

Ainsi, le système institué depuis 1995 prévaut toujours. Les hommes d'affaires, quelques chefs de guerres et les islamistes détiennent la réalité du pouvoir et fragmentent le pays livré à une forme d'anarchie depuis 1991. A la fin 2016, on estime que le président dirige moins de 2% du territoire. De leur côté le Somaliland et le Puntland continuent lentement leur reconstruction et semblent devoir laisser derrière eux une Somalie du Sud en échec récurrent<sup>70</sup>.

---

<sup>66</sup> La Nation, « Présidence de la République : l'ancien président somalien Sheikh Sharif s'entretient avec le chef de l'Etat », 11/05/2016

<sup>67</sup> La Dépêche, « Oussama ben Laden appelle à renverser le président somalien », 19/03/2009,

<sup>68</sup> Foreign Policy, « Somalia's Incredible Shrinking Election », 06/08/2012 ; BBC, "Somali election : Hassan Shaikh elected as president", 11/09/2012

<sup>69</sup> Jeune Afrique, « Somalie : l'ex premier ministre Mohamed Abdullahi Farmajo remporte l'élection présidentielle », 08/02/2017 ; MARCHAL, Roland, « Observatoire Afrique de l'Est – enjeux politiques & sécuritaires : Une élection somalienne », avril 2017

<sup>70</sup> FONTRIER, Marc, *op.cit.*

## Bibliographie

(Sites web consultés en décembre 2017 et janvier 2018)

### Ouvrages

FONTRIER, Marc, *L'illusion du chaos, 1995-2000*, Paris, 2015

FONTRIER, Marc, *L'État démantelé – 1991-1995*, Paris, 2012

BRADBURY, Mark, *Becoming Somaliland*, Londres, 2008

LEWIS, Ioan, Myrddyn, *Understanding Somalia : A Guide to Somali Culture, History and Social Institutions*, Londres, 2008

DE WAAL, Alex, *Islamism and its Enemies in the Horn of Africa*, Indiana, 2004

GROSSE-KETLER, Sabrina, *External Actors in Stateless Somalia – A war Economy and its Promoters*, Bonn, 2004

PEROUSE DE MONTCLOS, Marc-Antoine, *Diaspora et Terrorisme*, Paris, 2003

MEDHANE, Tadesse, *Al-Ittihad – Political islam and Black economy in Somalia*, Addis Abeba, 2002

NOTTEN, Mickael (van), *The law of the Somali : a stable foundation for economic development in the Horn of Africa*, Trenton, 2002

BADER, Christian, *Le sang et le lait : brève histoire des clans somalis*, Paris, 1999

BOWDEN, Mark, *Black Hawk Down*, New York, 1999

BESTMAN, Catherine, et CASANELLI, Lee, *The struggle for Land in Southern Somalia : The War Behind the War*, Londres, 1996

ALI, Moussa, Iye, *Le verdict de l'arbre (Gocaankii Geedka) : le Xeer Issa, étude d'une Démocratie pastorale*, Dubaï, 1993

AHMAD, Ismail, Samatar, *Socialist Somalia : Rhetoric and Reality*, Londres, 1988

LEWIS, Ioan, Myrddin, *The Modern History of Somaliland – From Nation to State*, Londres, 1965

LEWIS, Ioan, Myrddin, *A Pastoral democracy : a Study of pastoralism and politics among the northern Somali of the Horn of Africa*, Londres, 1961

### Articles scientifiques

MARCHAL, Roland, « Observatoire Afrique de l'Est – enjeux politiques & sécuritaires : une élection somalienne », Avril 2017,  
[http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/obs\\_afe\\_042017.pdf](http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr.ceri/files/obs_afe_042017.pdf)

GUIZIOU, François, et FONTRIER, Florian, « Piraterie somalienne et littoral somalien : rapport ambigu, paradoxe et développements », *La revue d'histoire maritime*, n°17, 2013

HOEHNE, Markus, Virgil, « L'État « de facto » du Somaliland », *Politique africaine*, vol 120, n°4, 2010, pp. 175-199, <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2010-4-page-175.htm>

GASCON, Alain, « La piraterie dans le golfe d'Aden : les puissances désarmées ? », *Hérodote*, n°134, 2009, <https://www.cairn.info/revue-herodote-2009-3-page-107.htm>

GASCON, Alain, « L'intervention éthiopienne en Somalie : la croix contre le croissant », *Outre-Terre*, vol. 20, n°3, 2007, p.447-463, <https://www.cairn.info/revue-outre-terre-1-2007-3-page-447.htm>

KEPEL Gilles, "Le terrorisme islamiste est né en Afghanistan", *L'Histoire*, n°293, décembre 2004, <http://www.lhistoire.fr/%C2%AB-le-terrorisme-islamiste-est-n%C3%A9-en-afghanistan-%C2%BB>

MENKHAUS, Kenneth, "Political Islam in Somalia", *Middle East Policy*, vol IX, n°1, mars 2002, [http://www.operationspaix.net/DATA/DOCUMENT/5337~v~Political\\_Islam\\_in\\_Somalia\\_A\\_Fertile\\_Ground\\_for\\_Radical\\_Islamic\\_Groups\\_.pdf](http://www.operationspaix.net/DATA/DOCUMENT/5337~v~Political_Islam_in_Somalia_A_Fertile_Ground_for_Radical_Islamic_Groups_.pdf)

PEROUSE DE MONCLOS, Marc-Antoine, « Réseaux financiers, diaspora et hawilad : le rôle clé de la péninsule arabique entre l'Occident et la Somalie », *Autrepart*, n°16, 2000, <https://segments.noblogs.org/files/2014/08/Reseaux-financiers-diaspora-et-hawilad--le-role-cle-de-la-peninsule-Arabique-entre-lOccident-et-l-Marc-Antoine-Perouse-de-Montclos.pdf>

MARCHAL Roland et OSMAN Oussama, « Les ambitions internationales du Soudan islamiste », in LAVERGNE Marc et MARCHAL Roland, *Le Soudan, l'échec de l'expérience islamiste ?*, Paris, Karthala, 1997, <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/066074.pdf>

MUSTAFA, Ismail, « Lessons from the Experiment with Somali Nation State », *Paix et Reconstruction en Somalie*, Paris, 15-17 avril 1993

## **Thèse de doctorat**

COMPAGNON, Daniel, *Ressources politiques, régulation autoritaire et domination personnelle en Somalie – le régime de Siyad Barre (1969-1991)*, thèse de doctorat – université de Pau, 1995

## **Organisations internationales**

United Nations, *The United Nations and Somalia – 1992-1996. The United Nations Blue Books*, VIII, Londres, 1996

African Mission in Somalia (AMISOM), « Le processus de paix somalien », <http://amisom-au.org/fr/about-somalia/somali-peace-process/>

## **ONG internationales**

International Crisis Group (ICG), *Somalia: Countering Terrorism in a failed State*, 23/05/2002, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/45-somalia-countering-terrorism-in-a-failed-state.pdf>



## Centres de recherches et Think tank

Foreign Policy, « Somalia's Incredible Shrinking Election », 06/08/2015, <http://foreignpolicy.com/2015/08/06/somalias-incredible-shrinking-election-hassan-sheikh-mohamud/>

Council on Foreign Relations (CFR), "Al-Shabab", 13/03/2015, <https://www.cfr.org/backgrounder/al-shabab>

Réseau de Recherche sur les opérations de Paix (ROP), « Historique de l'opération AMISOM », 22/07/2013, <http://www.operationspaix.net/1-historique-amisom.html>  
Irenees.net, « Les tribunaux islamiques en Somalie : une bonne politique de la gouvernance ? », avril 2008, [http://www.irenees.net/bdf\\_fiche-analyse-789\\_fr.html](http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-789_fr.html)

Onwar.com, « Alliance for the re-liberation of Somalia », <https://www.onwar.com/actors/type49/reliberationofsomalia.htm>

## Médias

BBC, « Somalia country profile », 04/01/2018, <http://www.bbc.com/news/world-africa-14094503>

Libération, « Mogadiscio : un attentat des Shebab fait plus de 270 morts », 15/10/2017, [http://www.liberation.fr/planete/2017/10/15/mogadiscio-un-attentat-des-shebab-fait-plus-de-270-morts\\_1603273](http://www.liberation.fr/planete/2017/10/15/mogadiscio-un-attentat-des-shebab-fait-plus-de-270-morts_1603273)

Jeune Afrique, « Somalie : l'ex Premier ministre Mohamed Abdullahi Farmajo remporte l'élection présidentielle », 08/02/2017, <http://www.jeuneafrique.com/401853/politique/somalie-lex-premier-ministre-mohamed-abdullahi-farmajo-remporte-lelection-presidentielle/>

The Guardian, « Somalis greet 'new dawn' as US dual national wins presidency », 08/02/2017, <https://www.theguardian.com/world/2017/feb/08/somali-presidential-election-won-mohamed-abdullahi-mohamed>

La Nation, « Présidence de la République : l'ancien président somalien Sheikh Sharif s'entretient avec le chef de l'Etat », 11/05/2016, <http://www.lanationdj.com/presidence-de-republique-lancien-president-somalien-sheikh-sharif-sentretient-chef-de-letat/>

The Telegraph, « Al Shabaab profile : A history of Somalia's insurgent movement », 03/04/2015, <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/africaandindianocean/somalia/11513886/Al-Shabaab-profile-A-history-of-Somalias-insurgent-movement.html>

The Guardian, "How al-Shabaab was born", 04/10/2013, <https://www.theguardian.com/world/2013/oct/04/kenya-westgate-mall-attacks>

BBC, "Somali election: Hassan Shaikh elected as president", 11/09/2012, <http://www.bbc.com/news/world-africa-19540325>

La Dépêche, « Oussama ben Laden appelle à renverser le président somalien », 19/03/2009, <https://www.ladepeche.fr/article/2009/03/19/576088-oussama-ben-laden-appelle-a-renverser-le-president-somalien.html>

The Guardian, « Return of warlords as Somali capital is captured », 28/12/2006, <https://www.theguardian.com/world/2006/dec/29/topstories3.mainsection>

The Guardian, « Islamic militia ends Somali warlord's rule », 05/06/2006, <https://www.theguardian.com/world/2006/jun/06/mainsection.international1>

*Le Temps*, « Les Organisations de secours islamique entre la charité et l'action militante », 15/10/2001, <https://www.letemps.ch/opinions/2001/10/15/organisations-secours-islamique-entre-charite-action-militante>

Le Monde, « Somalie : la chute de M. Syaad Barré. Ali Mahdi Mohamed a été nommé président », 30 janvier 1991

#### **Site web - autre**

Hoganlovells.com, « Telecom: Somalia's success industry », 2012, [http://www.hoganlovellsafrica.com/uploads/Publications/Africa\\_September\\_2012\\_newsletter\\_-\\_Somalia\\_Telecoms.pdf](http://www.hoganlovellsafrica.com/uploads/Publications/Africa_September_2012_newsletter_-_Somalia_Telecoms.pdf)